

225C1947  
FR0000120966-FS0976

20 novembre 2025

**Déclaration de franchissement de seuil (article L. 233-7 du code de commerce)**

**IL EST RAPPELE QUE LA PRESENTE DECLARATION EST ETABLIE SOUS LA RESPONSABILITE DU DECLARANT, LA PUBLICATION DE CET AVIS N'IMPLIQUANT PAS LA VERIFICATION PAR L'AMF DES INFORMATIONS COMMUNIQUEES.**

**SOCIETE BIC**

(Euronext Paris)

Par courrier reçu le 19 novembre 2025, la société Crédit Agricole Corporate and Investment Bank<sup>1</sup> (12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge Cedex) a déclaré avoir franchi en hausse, le 13 novembre 2025, le seuil de 5% du capital de la SOCIETE BIC et détenir 2 090 163 actions SOCIETE BIC représentant autant de droits de vote, soit 5,02% du capital et 3,58% des droits de vote de cette société<sup>2</sup>.

Ce franchissement de seuil résulte de la conclusion concomitante d'accords et d'instruments financiers portant sur des actions SOCIETE BIC.

Le déclarant a précisé détenir au titre des articles L. 233-9 I, 4° du code de commerce et 223-14 IV du règlement général 864 122 actions SOCIETE BIC (prises en compte dans ce cadre dans la détention visée au 1<sup>er</sup> alinéa) réparties comme suit :

- 1 contrat d'échange à terme portant sur 413 050 actions SOCIETE BIC, dénouable jusqu'au 26 mars 2026 ;
- 1 contrat d'échange à terme portant sur 174 792 actions SOCIETE BIC, dénouable jusqu'au 26 juin 2026 ;
- 1 contrat d'échange à terme portant sur 276 280 actions SOCIETE BIC, dénouable jusqu'au 13 février 2026.

En outre, le déclarant a précisé détenir, au titre de l'article L. 233-9 I, 6° du code de commerce, 387 022 actions SOCIETE BIC (prises en compte dans la détention par assimilation visée ci-dessus) remises en pleine propriété à titre de garantie d'opérations d'emprunts de titres conclues avec des tiers.

<sup>1</sup> Contrôlée par Crédit Agricole SA (12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge Cedex).

<sup>2</sup> Sur la base d'un capital composé de 41 621 162 actions représentant 58 357 733 droits de vote, en application du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 223-11 du règlement général.